

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18630 - 72ÈME ANNÉE

Rapport d'Orientation politique du 9e Congrès du PCR —3—

## Un plan de développement durable et solidaire pour La Réunion



Yvan Dejean a présenté le rapport politique du secrétariat général.

La 3e partie du rapport politique présenté le 5 février par Yvan Dejean présente la contribution du PCR au rassemblement qu'il propose aux forces vives du pays. Il s'agit de donner aux Réunionnais des moyens pour exercer plus de responsabilité dans la conduite des affaires de La Réunion. C'est notamment la création d'une collectivité unique dotée de compétences élargies dans les domaines économiques et sociaux, et capable de négocier avec les pays voisins les conditions de l'intégration de La Réunion dans sa région.

**D**ans ce rassemblement que nous appelons de nos vœux pour sortir le pays de l'impasse nous sommes prêts à apporter notre modeste contribution de

communistes réunionnais.

Bien évidemment ce sont nos thèses et je voudrais succinctement résumer nos principales propositions qui seront enrichies au cours

de ce Congrès.

En premier lieu nous voulons que le pouvoir parisien reconnaisse notre responsabilité dans la conduite de nos affaires.

La Constitution de la République permet aux populations d'outre-mer d'exercer plus de responsabilité... mais cette responsabilité que nous réclamons de la Constitution nous devons d'abord nous l'appliquer à nous-mêmes : à nous d'abord Réunionnais d'agir en responsable.

### Collectivité territoriale unique et fonds de développement

C'est ça que nous élevons au premier plan de notre lutte et cela peut se traduire à notre avis par l'existence pour La Réunion d'une collectivité territoriale se substituant à la Région et au Département. Une collectivité territoriale délibérante avec des responsables élus - es de manière paritaire et à la proportionnelle intégrale.

Tous les courants de pensée doivent y être représentés. Personne ne doit craindre la contradiction dans les débats et aucune partie du peuple ne doit être bâillonnée et être victime d'ostracisme.

Les modalités pour arriver à cette collectivité territoriale sont à puiser dans l'arsenal Constitutionnel et législatif de la République comme par exemples l'article 73 alinéa 7 de la Constitution ou la loi d'orientation pour l'outre-mer qu'on appelle la LOOM. Sur ce plan il est clair que des experts peuvent nous accompagner et nous aider.

De plus, cette collectivité doit bénéficier de compétences élargies en plus de celles détenues par les deux assemblées actuelles. Et il est tout aussi évident que cette nouvelle collectivité doit pouvoir légiférer dans le cadre de ces compétences élargies.

Enfin, il est indispensable qu'elle puisse disposer d'un fond de développement régional qui pourrait être alimenté par les financements croisés de l'Union Européenne, de l'Etat.

**A partir de là il appartient à cette collectivité d'élaborer en concertation avec tous les partenaires institutionnels et la société civile un plan de développement durable et solidaire** qui prenne en compte : les aspects économiques, sociaux, culturels, environnementaux, ou encore ceux liés à l'éducation, à la santé et à la coopération régionale.

### Propositions pour l'économie

#### Nos principales propositions !

**Sur le plan économique** nous estimons qu'il faut à la fois développer l'économie marchande et l'écono-

mie sociale et solidaire. **Il nous faut une fiscalité avantageuse pour les acteurs économiques et disposer d'une autonomie fiscale.**

De plus, il est impératif de **définir une nouvelle politique agricole** face aux menaces sur la filière canne, et pour répondre à la double exigence de la sécurité alimentaire et de la protection de nos sols agricoles.

Il est également vital de préserver nos productions face aux APE. Sur ce dernier point **nous exigeons des clauses de sauvegarde, un moratoire et la présence de La Réunion dans la délégation de l'Union européenne qui négocie les accords commerciaux avec nos pays voisins.**

Sur le plan économique je ne peux passer sous silence l'économie de la mer, l'économie du temps libre, l'économie de la connaissance. Ce sont là des chantiers qui peuvent offrir un immense espoir à notre population.

### Propositions pour l'emploi

**Sur le front social** : La priorité reste la lutte contre le chômage. Des mesures exceptionnelles sont nécessaires pour faire respecter le droit à l'emploi de tous les Réunionnais. Dans la fonction publique il est possible d'expérimenter **un moratoire qui dirait que sur une période donnée, à compétence requise, priorité aux Réunionnais.**

Toujours sur le front de l'emploi nous estimons qu'il est possible de créer des dizaines de milliers d'emplois pour protéger notre biodiversité, entretenir nos espaces naturels, créer des lieux de convivialité, entretenir nos forêts, nos lagons.

Et, tenant compte de l'augmentation et du vieillissement de notre population des niches d'emplois durables peuvent là aussi être une solution pérenne pour de nombreux jeunes. D'une manière générale l'aide à la personne : personnes âgées, personnes handicapées, petite enfance... nécessite un personnel nombreux et formé. D'où notre proposition de la **création de deux grands services d'intérêts publics dans l'environnement et dans l'aide à la personne.**

Pour lutter contre la vie chère et lutter contre les inégalités nous disons qu'il faut **produire au maximum ce que nous consommons et acheter plus près de chez nous**, quand c'est moins cher et de même qualité, au lieu de tout importer à 10.000 km.

### Nouvelle politique des revenus

Pour lutter contre les inégalités nous rejoignons l'idée de la Cour des Comptes qui propose d'établir un différentiel du coût de la vie entre la France et La Réunion et à partir duquel il conviendrait de **définir une nouvelle politique des revenus et des salaires aussi bien dans le public, que dans le privé et dans les minima sociaux et les retraites.**

Ici je voudrais à nouveau clarifier notre position concernant la question de la sur-rémunération : pour les communistes il est hors de question de toucher aux avantages acquis et de supprimer la sur-rémunération aux fonctionnaires actuellement en poste.

### « Passer des accords commerciaux et de coopération »

Pour finir je voudrais dire deux mots sur le co-développement régional.

Sur ce plan personne n'imagine aujourd'hui le développement de La Réunion si nous sommes coupés de notre voisinage immédiat d'autant que des développements considérables tant démographique qu'économique sont en train de se produire dans notre région.

Il est donc vital pour notre pays de disposer de compétences élargies pour passer des accords commerciaux et de coopération avec les pays situés dans l'Océan Indien. Ainsi, disposer des compétences nécessaires pour élaborer une politique gagnant-gagnant avec nos voisins est indispensable au moment où s'opèrent de grands bouleversements dans notre bassin de vie naturel.

**En tout état de cause nous estimons que l'expérience de la COI telle qu'elle fonctionne actuellement a elle aussi atteint ses limites et qu'il nous faut définir un nouveau cadre pour la coopération dans notre zone économique.**

**Dans le même registre nous estimons que nos relations avec l'Union européenne doivent être construites sur une nouvelle approche et réinventer un nouveau cadre pour La Réunion.**

En clair il nous faut faire un bilan et réinventer la place et le rôle de La Réunion parce que les menaces sont là.

Cela devient une nécessité absolue pour notre économie compte tenu que des Accords Commerciaux sont signés quasiment tous les jours dans le monde entier et avec des puissances proches de La Réunion.

(à suivre)

## Edito

# Faire confiance aux Réunionnais

**E**n février et mars, La Réunion est un lieu de passage de plusieurs candidats à la présidentielle venir faire campagne. Cette élection se déroule dans un contexte particulier. Comme l'a indiqué le PCR dans son rapport politique adopté par son 9e Congrès, de plus en plus de responsables politiques arrivent à la même conclusion que la ligne fondamentale du Parti communiste réunionnais : le système actuel est à bout de souffle, il est nécessaire de le dépasser. Et de demander plus de compétences pour les Réunionnais.

Ces prises de position interviennent à un moment de l'histoire de La Réunion. Elles raisonnent comme un bilan de ces 70 dernières années. Elles ne sont pas propres à La Réunion. Lors du débat sur le projet de loi égalité réelle au Sénat, Jacques Gillot, sénateur de la Guadeloupe, avait souligné l'existence d'une dynamique demandant plus de responsabilité dans les collectivités outre-mer.

Force est de constater une divergence entre les voix de l'outre-mer et des candidats qui viennent en visite à La Réunion. Car si l'analyse du bilan de la départementalisation était convergent, alors le programme pour l'outre-mer en général et La Réunion en particulier serait le suivant : c'est aux populations concernées de s'entendre sur un projet, et c'est au futur président de la République de s'engager à l'appliquer. Que constate-t-on dans la pratique ? Une crise de confiance.

Ainsi des candidats déclinent une série de propositions pour La Réunion. Certains élus d'outre-mer se disent même investis de la mission d'écrire le programme pour l'outre-mer du candidat qu'ils soutiennent. Cette position pose un problème de démocratie : comment un élu peut-il s'autoproclamer ambassadeur de peuples très divers situés à des milliers de kilomètres les uns des autres ?

Cette attitude montre combien il est difficile pour des responsables parisiens de faire le bilan de ces 70 dernières années. Un candidat va-t-il se démarquer en faisant confiance aux Réunionnais, qui sont les mieux placés pour proposer et appliquer des mesures pour gérer leurs affaires ?

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Dans le programme de la droite

# Baisse des charges : un combat d'arrière-garde de François Fillon

**Tant que les dirigeants parisiens penseront que l'intégration de La Réunion dans son environnement doit se faire sous l'angle de la compétitivité, la crise continuera de s'aggraver.**



François Fillon hier en meeting à Saint-Pierre.

Invité du journal télévisé de Réunion Première hier à midi, François Fillon a donné quelques lignes de son projet pour La Réunion. L'objectif n'est pas de donner aux Réunionnais les compétences nécessaires pour décider de leur avenir. Il s'agit plutôt de l'annonce d'une nouvelle loi d'orientation, avec de nouvelles réductions de cotisations sociales et fiscales pour les entreprises. Autrement dit, c'est amplifier ce qui est annoncé

pour la France.

Le candidat de la droite pense rendre plus compétitive l'économie réunionnaise face à ses voisins. Manifestement, de telles mesures ne pourront qu'aggraver la crise. En effet, si les règles du libre-échange ne sont pas remises en cause, comment La Réunion pourra-t-elle être compétitive face à des concurrents qui ont un SMIC à moins de 100 euros ? Le gouvernement pourra même décider de supprimer toute

contribution des entreprises à la solidarité nationale, la bataille de la compétitivité est perdue d'avance. Depuis plus de 30 ans, les entreprises réunionnaises bénéficient de régimes fiscaux et sociaux plus favorables qu'en France. Cela n'a pas empêché le chômage de continuer à augmenter.

L'alternative est de donner les compétences aux Réunionnais afin qu'ils puissent discuter directement de leur intégration dans leur région avec leurs voisins. Cela suppose un autre cadre que le libre-échange qui met en concurrence les travailleurs pour augmenter le profit des actionnaires. C'est pour ce nouveau cadre que le PCR milite depuis de nombreuses années au travers du co-développement. Il s'agit de mettre en œuvre un plan de développement à l'échelle des pays du Sud-Ouest de l'océan Indien. Le but est de s'appuyer sur les complémentarités afin que chaque partenaire puisse progresser.

Cette vision d'avenir contraste avec le discours sur la compétitivité. La baisse des charges est bien un combat d'arrière-garde.

**M.M.**

## In kozman pou la rout

### « Vyé matou i èm souri tann »

Sans prop i poz pa problèm é sans figiré non pli. Kosa kozman-la i vé dir ozis ? Dabor alon rogard lé dé pèrsonaz. Vyé matou ? Sa lé madré vèy pa koman si tèlman li néna l'espèryans, si tèlman li lé fine pass dann shomin malizé. Zenn souri ? Sa lé naïf vèy pa koman : li oi pa lo danzé ousa i lé ! Li kroi toulmoun sé bon moun ! Donk final de kont li fé trap ali. La vi dann la sosyété lé konmsa. Agard lo mond lé z'afèr zot i trouv pa lé parèy ké sa ? Ou i fé in sosyété, ou i pans sa i sava marshé, ou i vann produi ou na l'inprézyon sé lo méyèr produi ké nana. L'èr-la na in pé i lans kont ou in l'opérasyon pou kaptir out afèr. Si ou la pa bien prépara ou pou rézisté ébin ou i pran lo fon. Ala ké ou lé pri dann la. Alé ! mi lès azot réfléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé !

# La droite demande l'autonomie de La Réunion à François Fillon

**Hier lors du meeting de François Fillon, la droite a admis sa défaite idéologique en soulignant devant son candidat à l'élection présidentielle que le système actuel est à bout de souffle et qu'il faut désormais un nouveau cadre pour La Réunion. Elle décline alors un programme autonomiste afin que les politiques économiques, fiscales et environnementales se décident à La Réunion.**

Lors de leurs interventions lors du meeting de François Fillon hier à Saint-Pierre, Nassimah Dindar et Didier Robert ont sans complexe repris à leurs comptes des propositions portées en 1959 par le Parti communiste réunionnais pour faire évoluer le cadre institutionnel de La Réunion vers l'autonomie. Pour la présidente du Département, « la départementalisation a produit tous ses effets, c'est un nouveau modèle de développement que nous devons élaborer ». Et d'ajouter que nous devons « être en accord avec celui qui nous accompagnera dans la mise en place d'un projet conçu par nous, pour nous (...) c'est sur quoi travaille notre plate-forme politique en mobilisant la droite, le centre et tous les progressistes ». Didier Robert, président de la Région Réunion, a demandé « que l'on nous laisse porter et construire un nouveau modèle de développement respectueux de ce que nous sommes : Français, Européens, tous des fils et des filles de l'océan Indien ». « Un autre outre-mer est possible », poursuit le président de Région, qui se base notamment sur « l'autonomie énergétique, la réconciliation de l'économie et de l'écologie (...) Pour réussir, il faut porter la voix d'une grande révolution ». Nous voulons « plus de libertés pour agir vite et maintenant », ajoute-t-il avant de conclure en appelant à « redéfinir le Pacte républicain qui nous lie à la métropole sur le plan fiscal et sur celui de l'aménagement du territoire ».

## Victoire idéologique du PCR

Pour sa part, François Fillon a déclaré : « vous vous êtes engagés dans un nouveau modèle de développement, je soutiens ». Il a aussi rendu hommage à l'oeuvre de Paul Vergès en rappelant qu'en 2009 en tant que Premier ministre, il avait inauguré la route des Tamarins, « fierté de notre pays », et en soulignant que toujours en 2009, il avait salué la politique énergétique menée dans notre

île. Une politique impulsée par Paul Vergès qui était alors président de Région faut-il rappeler.

Ces propos montrent que la droite a tourné la page du statut départemental qu'elle considère à bout de souffle. En effet, sa demande de plus de responsabilité ne peut s'appliquer que dans un nouveau cadre. Bien entendu sans le dire, la droite reconnaît ainsi sans équivoque sa défaite dans la bataille des idées face au PCR. Sur le fond, elle est d'accord avec la nécessité d'évoluer sur un plan institutionnel. Elle salue également la réussite de la route des Tamarins et fait sienne l'objectif d'autonomie énergétique qui étaient des projets qu'elle combattait.

C'est donc la confirmation de la victoire idéologique du PCR annoncée lors du 9e Congrès, quand le message du président du Parti et le rapport politique du secrétariat général soulignaient que l'analyse conduisant à un système à bout de souffle et la nécessité de le dépasser est désormais de plus en plus partagée. Il est clair que le programme de la droite

est autonomiste, ce qui déplace la bataille sur le plan du contenu.

## L'autonomie selon la droite

La droite veut « mettre l'entreprise au coeur des politiques publiques », a déclaré Didier Robert. Pour y arriver, elle compte s'affranchir de différentes normes françaises et européennes. Sur le plan environnemental, cela veut dire rendre possible la construction d'un nouveau port dans l'Est de La Réunion. Sur le plan économique, le but est de faire de La Réunion un paradis fiscal pour les patrons en baissant l'impôt sur les sociétés. Mais cette autonomie reste teintée d'un vieux fond colonial. En effet, quand Didier Robert appelle à « repenser les outre-mer comme des espaces d'expansion de la France dans le monde », il fait resurgir le vieux mythe de La Réunion colonie colonisatrice.

M.M.

## Retour sur le meeting de Saint-Pierre

« Ensemble, nous allons libérer tous les ponts qui mènent à la victoire » : C'est sur cette assurance que le candidat à la présidentielle François Fillon a conclu hier soir son intervention lors du meeting organisé à Mon Caprice (Saint-Pierre). Pour Nassimah Dindar, la présidente du Conseil départemental, cette élection constitue le meilleur rendez-vous pour « poser la question du développement durable et du développement des territoires ultra-marins ». Un développement qui a-t-elle insisté devra « se faire par et pour » les populations de ces régions, ce qui a-t-elle ajouté exige « que nous ne soyons pas en position d'attente » mais bien au contraire « porteurs d'un nouveau modèle de développement » : « L'heure est à l'affirmation d'une proposition réunionnaise », a continué l'élue avant « de se faire la

porte-parole des publics fragiles ». Didier Robert a lui aussi plaidé pour « un nouveau modèle de développement respectueux de ce que nous sommes : Français, Européens, tous des fils et des filles de l'océan Indien ».

Une revendication à laquelle François Fillon allait répondre lors de son intervention.

François Fillon a réitéré son soutien « au nouveau modèle de développement dans lequel La Réunion s'est engagée ». « Je veux miser sur les grands projets environnementaux et énergétiques. La Réunion est en pointe et depuis longtemps déjà, Le candidat François Fillon a exclu tout rapprochement avec Le Pen : « les gaullistes se sont toujours battus contre l'extrême droite ».

# Oté

## Nout kongré, in somenn apré !

*In somenn la fine pasé dopi nou la roganiz nout névyèm kongré parti kominis rényoné é si ni rogard bien sak nout bann militan la tienbo dann sète afèr sé ké nout kongré lété bien réisi. Avèk o moins kat san sinkant délégué, épi plizyèr dizène z'invité. Si ou i azout avèk sa in bon l'anbyans militan épi in bon prezantasyon bann nouvo tèt nout parti sa i fé inn-dé bon poin anplis.*

*Moin la romark galman in bonpé nouvo militan pou komans pran la rolèv bann z'ansien. La vi lé konmsa : in kor sa i doi ronouvlé é nout parti li osi i doi ronouvlé firamézir. Pa pou ronouvlé sinplomman mé pou ète in bon zoutiy dann la min nout shanjman : shanjman nout pèi épi shanjman dann l'intéré nout pèp rényoné.*

*Pé s'fèr d'ot ké moin nora préfèr romak lo ton bann média la shanjé par raport nout parti mé sa sé in n'afèr mi pans i fo pa tro fé d'ka ansanm. Pou kosa ? Pars la press komèrsyal sé la voi d'son mète é son mèt sé l'arzan. Son mète sé galman dis pour san bann pli rish dann nout sosyété rényonèz. Arzout ankò avèk sa z'ot rogar porté arienk dann diréksyon l'oksidan, alé oir l'oksidan l'aprè pèrd dé plime in pé plis shak zour.*

*Ala pou kosa, d'aprè moin, tazantan nana konm in rolan l'anti kominis, donk l'anti-PCR pars konm moin la fine ékri in bonpé foi, nana arienk lo PCR k'i défann pou vréman isi La Rényon bann z'idé kominis épi l'idantité rényonèz... Sé konmsa k'in tèks in sèrtin Jules Bénard i trafik in pé partou dsi la toil, in tèks dépasé dopi lontan par nout pèp rényoné : dizon in tèks i transpir dann la mizèr intéléktyèl ké ni koné bien, in vré langouti intéléktyèl.*

*In langouti lé mèm pa itil konbat pou vréman zordi vi ké sé in nafèr k'i pass pi dann nout pèi La Rényon é dann nout pèp, lo pèp rényoné.*

**Justin**